

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 9 janvier 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

**Pour présentation à la
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
en formation spécialisée des Sites et Paysages**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UN PARC ÉOLIEN
PARC EOLIEN LES EPINETTES

SOCIÉTÉ BEAUCE ENERGIE
N°ICPE 12926
COMMUNES DE **RÉCLAINVILLE ET MOUTIERS-EN-BEAUCE**

Par lettre déposée en préfecture le 17 décembre 2015, la société « SAS BEAUCE ENERGIE », a sollicité l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de Réclainville et de Moutiers-en-Beauce. À cet effet, une demande, à laquelle ont été notamment annexés une étude d'impact, des plans, une notice hygiène et sécurité, une étude de dangers et un résumé non technique a été déposée à la préfecture d'Eure-et-Loir.

Suite au courrier du 29 janvier 2016 de l'inspection des installations classées notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, une version consolidée a été déposée par le pétitionnaire à la préfecture d'Eure-et-Loir le 4 avril 2016. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 29 avril 2016 et notifié au pétitionnaire le 25 mai 2016.

1. Objet de la Demande

1.1 Nature et volume des activités

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	8 aérogénérateurs	Hauteur du mât d'au moins un des aérogénérateurs	≥ 50 m	Hauteur de mât : 94 m au moyeu, hauteur totale maximum : 149,9 m

A : autorisation

1.2 Le demandeur

La SAS BEAUCE ENERGIE, dont le capital est détenu à 60 % par JPEE, à 10 % par PELEIA 30 et à 30 % par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION, dont le siège social est situé Immeuble PASEO, 12 rue Ferdinand Buisson 14280 St Contest, est une filiale à 100 % du groupe NASS.

La société JPEE est spécialisée dans le développement, la construction, l'exploitation et le démantèlement d'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

En 2015, le groupe gère un ensemble de parcs éoliens représentant une puissance installée de 131 MW en France. Cela représente 8 parcs éoliens en exploitation et 53 éoliennes. Par ailleurs, 2 parcs, représentant une puissance totale de 34,8MW et 12 éoliennes, étaient en construction. Le groupe JPEE basé à Paris, Le Mans et Nantes emploie 25 personnes.

Le demandeur a déposé une demande de permis de construire pour chaque aérogénérateur du parc.

La société SAS BEAUCE ENERGIE n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

1.3 Description de l'établissement et historique administratif

Installation

L'installation se compose de :

- 7 aérogénérateurs, identifiés E1 à E6 et E8 ;
- 2 postes de livraison

L'éolienne E7 a été retirée par le pétitionnaire de sa demande initiale compte tenu de la distance inférieure à 300 m séparant cette éolienne du site ICPE LOGI industrie classé SEVESO seuil bas, contrevenant ainsi l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Ces éoliennes seront raccordées au poste de livraison existant du parc d'Emanville situé sur la commune d'Allonnes au lieu-dit « la justice », appartenant à la société JPEE.

Le pétitionnaire prévoit l'implantation d'aérogénérateurs de marque VESTAS, modèle V112, identiques à celles des parcs existants voisins de Réclainville, de Louville-la-Chenard, de Louville 1 et de la ferme éolienne des Bruyères en terme de dimensions, à savoir un mât de 94 m au moyeu et un diamètre de rotor de 112 m, soit une hauteur totale de 149,9 m. La puissance unitaire maximale de ces machines sera de 3,3 MW, portant la puissance totale du parc à 23,1 MW.

La production réalisée par le parc éolien comptant 7 éoliennes est estimée à 62 370 Mwh/an.

Implantation

Le présent projet de parc est situé sur le territoire des communes de Réclainville et de Moutiers-en-Beauce, à une distance d'environ 23 km au Sud-Est de la cathédrale de Chartres, en partie Sud-Est du département d'Eure-et-Loir, au sein de l'unité paysagère de la Beauce.

Le présent projet de parc s'inscrit au voisinage direct des parcs éoliens de Réclainville, de Louville-la-Chenard, de Louville 1 et de la ferme éolienne des Bruyères.

1.4 Principe de fonctionnement

La production d'électricité issue d'une éolienne repose sur la transformation de l'énergie mécanique du vent actionnant le mouvement des pales en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6,2 et 17,7 tours par minute, dès que le vent dépasse une vitesse de 10,8 km/h (3 m/s). Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension variant de 400 à 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

1.5 Cadre administratif de l'instruction

En application du décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, les éoliennes terrestres sont inscrites au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le fonctionnement d'un parc éolien est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 06 novembre 2014.

Elles ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du Code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 06 novembre 2014.

La société SAS BEAUCE ENERGIE s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés ministériels susmentionnés.

1.6 Contraintes d'implantation

La commune d'implantation du projet est identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien (SRE) annexé Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 3 appelée « Grande Beauce ».

Les éoliennes sont implantées sur les parcelles suivantes :

- sur la commune de Réclainville
 - ZH 4 pour l'éolienne E1 ;
 - ZH 3 pour l'éolienne E2 ;
 - ZH 23 pour l'éolienne E3 ;
 - ZE 42 pour l'éolienne E4 ;
 - ZK 2 pour l'éolienne E5 ;
 - ZK 5 pour l'éolienne E6 ;
 - ZE 42 pour les 2 postes de livraison ;
- sur la commune de Moutiers-en-Beauce
 - A 239 pour l'éolienne E8.

Le présent projet de parc éolien est compatible avec les règles d'urbanismes applicables aux communes de Réclainville et de Moutiers-en-Beauce qui disposent chacune d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- à plus de 500 mètres des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. Les constructions à usage d'habitation les plus proches de l'installation sont celles du hameau Villeneuve Languedoc situé à 867 mètres de l'aérogénérateur E1 et celles de la commune de Réclainville située à 867 mètres de l'aérogénérateur E4 ;
- à plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié en raison de la présence de produits toxiques, explosifs, comburants et inflammables. L'ICPE la plus proche de l'installation est située à 350 m s'agissant du parc éolien de la Remise des Bruyères qui n'est pas soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié. La première ICPE (hors éoliennes) est le site LOGI INDUSTRIE, classé SEVESO seuil Bas, qui se trouve à environ 1 km au Nord-Est de l'éolienne E6 ;
- à plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne civile et de sécurité météorologique des personnes et des biens. Les radars civil et militaire les plus proches du parc sont situés respectivement à 52 kilomètres, 37 kilomètres et 41 kilomètres environ. Il s'agit du radar « METEO FRANCE » de Trappes, de la base militaire aérienne 123 d'Orléans-Bricy, près d'Orléans et de la base militaire de Chateaudun.

L'avis de l'armée de l'air (Direction de la Circulation Aérienne Militaire) du 18 avril 2016 est favorable partiellement au projet d'implantation. Cet avis indique que seules les éoliennes n°5 et 6 du projet, par leur implantation autour de parcs existants, n'opposent pas un avis défavorable de l'armée. En revanche, les 5 éoliennes n°1, 2, 3, 4 et 8 se trouvent dans une zone préjudiciable à la sécurité des vols à basse altitude d'entraînement des hélicoptères de l'espace VOLTAC GIH. En ce sens, l'avis de l'armée est défavorable à la construction de ces 5 éoliennes.

Par ailleurs, concernant la navigation aérienne civile, la DGAC indique par courrier du 4 avril 2016 que le projet se situe en dehors des zones intéressées par des servitudes aéronautiques ou radioélectriques relevant de son champ de compétence.

METEO FRANCE a présenté un avis préalable au dépôt de la demande, du 17 juin 2014, précisant que le radar de Trappes étant situé à une distance de 52 km, aucune contrainte réglementaire spécifique n'est alors imposée.

2. Procédure d'instruction

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 2 août 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement. Cet avis est mis en ligne sur Internet sur les sites des préfectures de Région Centre-Val de Loire et d'Eure-et-Loir. Dans ses conclusions, l'avis de l'autorité environnementale attire l'attention du pétitionnaire sur les impacts visuels du parc avec la cathédrale de Chartres soit concentrés sur les zones à enjeu fort (notamment les secteurs compris entre Moutiers, Epincy et Louville-la-Chenard), et que des photomontages adéquats viennent rendre compte de l'incidence du projet depuis les abords des moulins à vent de Chesnay et d'Ouarville ainsi que depuis les entrées immédiates des villages et hameaux proches du projet. Par ailleurs, l'avis conseille de porter à une fréquence fixée à deux fois par mois entre avril et septembre le suivi de la mortalité sur les chauves-souris.

2.2 Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2016 s'est déroulée du 15 septembre 2016 au 15 octobre 2016 inclus. L'enquête publique a concerné les communes d'Eure-et-Loir suivantes dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet : Allonnes, Beauvilliers, Boisville la Saint Père, Prunay le Gillon, Moinville-la-Jeulin, St-léger-des-Aubées, Morainville, Mondonville-St-Jean, Levesville-la-Chenard, Denonville, Prasville, Santeuil, Ymonville, Voise, Ouarville, Gouillons, Fresnay-l'Évêque, Louville-la-Chenard, Réclainville et Moutiers-en-Beauce.

Lors de cette enquête publique, le commissaire enquêteur a consigné 4 observations écrites et 1 avis oral défavorable. 3 déclarations sont favorables au projet et une personne a émis un avis favorable pour la partie située sur la commune de Réclainville et défavorable pour la partie située sur Moutiers-en-Beauce. Parmi les 3 déclarations favorables, 2 d'entre elles émanent des maires des communes de Réclainville et de Moutiers-en-Beauce.

L'observation écrite défavorable porte sur le fait que le projet initialement prévu sur la commune de Réclainville n'a pas été suffisamment étudié sur la commune de Moutiers-en-Beauce pour être d'une part plus important en terme de nombre d'éoliennes afin de rapporter un bénéfice plus important aux propriétaires de parcelles et d'autre part afin de modifier une route qui permettrait un meilleur remembrement de parcelles agricoles selon cet avis.

2.3 Réponses apportées par le demandeur

Le pétitionnaire a ainsi apporté sa réponse aux observations dans le rapport du commissaire enquêteur daté du 28 octobre 2016. Notamment, il précise en réponse que le projet a été présenté dans son état actuel du fait de raisons techniques de conformité acoustique, de garanties économiques, de zones d'implantation possibles et du rattachement plus tardif de la commune de Moutiers-en-Beauce au projet. Les questions relevant du remembrement des parcelles agricoles ne relèvent pas du projet porté par JPEE.

2.4 Avis du commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur émet dans son rapport établi le 4 novembre 2016 un avis favorable sur le projet de parc éolien.

L'avis favorable remis par le commissaire enquêteur est motivé par :

- l'absence de mobilisation d'associations environnementales caractérise un impact réduit du projet sur la faune et la flore,
- les réserves formulées par un propriétaire ne sont pas de nature à remettre en cause le projet. En effet, le commissaire enquêteur considère que le pétitionnaire a bien respecté de façon proportionnée l'avis exprimé par cette personne que ce soit les possibilités d'extension du parc sur la commune de Moutiers-en-Beauce, limitées à 1 ou 2 éoliennes, les propositions de réaménagements fonciers de la commune qui n'entrent pas dans la cadre de cette instruction, ou encore la mise en concurrence d'opérateurs éoliens que la commune de Réclainville a effectivement organisé lors du lancement de l'appel à projet,
- le projet se situe dans une des zones favorables au développement de l'éolien identifiées dans le Schéma Régional Climat, Air Énergie de la région Centre-Val de Loire,
- le projet s'inscrit dans un schéma de développement durable de l'énergie,
- le parc bénéficie à l'économie globale des collectivités ainsi qu'en matière d'aménagement du territoire,
- les garanties financières ainsi que les conditions de remise en état sont clairement définies,
- la consolidation avec les parcs existants.

2.5 Avis des conseils municipaux

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 kilomètres ont été consultées. Sur les 20 conseils municipaux ayant été consultés sur le projet :

- avis favorable des communes de Gouillons (délibération du 1^{er} septembre 2016),
- Moutiers-en-Beauce (délibération du 21 octobre 2016),
- Réclainville (délibération du 27 octobre 2016).

2.6 Avis des services de l'Etat

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'Etat autres que ceux détaillés ci-dessous.

ARS - Agence Régionale de Santé d'Eure-et-Loir

Par avis du 11 juillet 2016, l'ARS indique que le dossier que le dossier aborde de manière satisfaisante les aspects relatifs au bruit, bien que des incertitudes demeurent quant à l'impact sonore des parcs voisins. Cet avis n'émet pas en revanche de réserve sur le projet.

DRAC – SDAP d'Eure-et-Loir

Le Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine émet un avis favorable le 2 mars 2016. Il demande néanmoins de prévenir le Service Régional d'Archéologie concernant l'éolienne E7 située à proximité d'une ancienne voie romaine. Il convient de noter que cette éolienne est désormais retirée du projet de par sa proximité avec le site ICPE classé Seveso Seuil Bas de LOGI Industrie.

DDT – Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir

Par courrier du 8 juillet 2016, la DDT présente un avis défavorable sur le projet relativement au code de l'Urbanisme compte tenu d'une part de l'avis défavorable émis par l'autorité militaire pour 5 des 7 éoliennes du projet, d'autre part de la présence de l'éolienne E7 dans le projet présenté dans sa version de juin 2016 alors que le pétitionnaire a demandé l'annulation du PC 0283131500005, validée le 29 juillet 2016, portant sur cette éolienne compte tenu de la proximité avec le site ICPE classé Seveso seuil Bas de LOGI Industrie.

3. Mesures prises pour préserver l'environnement

3.1 Impacts liés au projet

Le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires prévues au titre du Code de l'environnement et propose d'appliquer des dispositions complémentaires afin de réduire les impacts et nuisances de son installation.

Impact sur la circulation

Le projet se situe à proximité des routes RD 17, RD 131, RD 132 et RD 151. Selon ces données issues du Conseil départemental, seule la route RD 17 est classée comme structurante avec un flux moyen de 2 070 véhicules/jour. Le flux de camions pour la réalisation de ce projet a été estimé à 894 camions durant toute sa durée de construction répartie sur 8 mois. Durant le pic de trafic, lié au coulage des fondations, estimé d'une durée de 3 mois, 5 camions toupies effectueront environ une vingtaine d'aller-retour par jour. Ce flux augmentera ainsi le trafic de 4,8 % sur la RD 17. L'impact du projet au plus fort de son activité reste donc modéré.

Les axes de circulation ne sont pas directement impactés par le projet en phase d'exploitation.

Impact du balisage

Les éoliennes seront munies d'un balisage diurne et nocturne conforme à l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes et à l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Les éoliennes du projet seront synchronisées entre elles et seront synchronisées avec les machines des parcs voisins : Parc éolien de Réclainville et de Louville-la-Chenard.

Impact sur l'air

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités dans le temps et liés à la phase de travaux. Ils concernent :

- L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;
- L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Impact sur les eaux

Concernant les eaux de surface, le site est positionné dans le bassin versant de la Conie. Le cours d'eau le plus proche est la Conie, situé à environ 12 km de la zone d'implantation potentielle.

Le projet est situé hors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. Le périmètre de captage d'eau potable situé à l'Ouest et au Sud-Ouest de la commune de Réclainville se situe à plus de 400 m de l'éolienne la plus proche, E4.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eaux de surface ou souterraines, aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Compte-tenu de sa faible surface d'implantation, le parc ne modifiera pas le fonctionnement hydrologique du site d'implantation. Aucun plan d'eau, fossé ou ruisseau ne sera créé ou modifié.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance.

En plus des dispositions réglementaires, le demandeur s'est engagé en phase de chantier :

- À prendre toutes les dispositions nécessaires (rétections...) pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau, de l'air et du sol pendant la phase travaux ;
- À aménager des aires de stockage et de manipulation de produits dangereux, toxiques, inflammables ou polluants ;
- Mettre en place des moyens pour assurer la propreté du chantier ;
- À ne pas réaliser sur le site l'entretien des engins de chantier et leur approvisionnement en carburant et en huile.

En exploitation, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines, ni en mode de fonctionnement normal ni en mode dégradé. À titre préventif, le demandeur s'engage à confier les interventions de maintenance à du personnel qualifié et formé à la gestion des produits présents dans les aérogénérateurs. Ce personnel disposera de matériaux absorbants afin de cantonner tout déversement accidentel de produits.

Impact sur les sols et le sous-sol

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux.

En phase chantier environ 2 500 m² de surfaces, aménagées pour la réalisation de travaux d'implantation, seront créées, ces terres subiront un léger tassement et rendront le sol temporairement et faiblement plus sensible à

l'érosion. La durée du chantier de terrassement est estimée à 2 mois. Les surfaces des plates-formes représenteront 1 500 m² pour chaque éolienne en phase d'exploitation. 405 m de chemins seront créés.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance.

Lors de la phase chantier, le demandeur s'est engagé à :

- remettre en état initial, les plate-formes (hors partie réservée à l'exploitation) utilisées pendant la phase de montage ;
- Limiter les lieux de dépôt des déblais et les implanter judicieusement en fonction de la sensibilité du milieu ;
- Limiter les emprises des travaux au strict nécessaire en utilisant les infrastructures (voies de circulation...) existantes ;

Le demandeur s'engage à équilibrer le plus possible les remblais et les déblais, à limiter l'emprise des plate-formes de construction / déconstruction et de maintenance. Il veillera à limiter les changements d'usage des terres en privilégiant l'utilisation des chemins existants pour les pistes d'accès à l'installation.

Pendant la phase de fonctionnement, les parcs ne sont pas de nature à entraîner une pollution des sols et des sous-sols, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

Impact lié aux déchets

Pendant la phase chantier, les déchets générés sont :

- Des terres, issues notamment du creusement des fondations, qui seront stockées temporairement sur place puis réutilisées ou évacuées en décharge ;
- Des Déchets Industriels Banals (DIB) provenant d'emballages, qui seront triés et placés dans des bennes avant leur évacuation dans des filières appropriées
- Des déchets divers (ferrailles, béton, bois, etc) qui feront l'objet d'une revalorisation.

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et des graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement.

Lors de la phase de démantèlement, l'exploitant indique que les prescriptions de l'arrêté du 6 novembre 2014 relatives à la remise en état seront appliquées. Il indique que :

- les composants électriques seront recyclés (Cuivre notamment), les installations électriques seront dirigées vers les filières de traitement adaptées ;
- les déchets inertes issus du démantèlement des fondations seront stockés en centre de stockage et l'acier récupéré ;
- Les pales et le rotor en résine, fibre de verre et carbone seront incinérés ;
- la nacelle et le moyeu composés de ferrailles, de cuivre, de résines et de fibres de verre seront triés avant d'être recyclés ;
- Les composants du mât, essentiellement de la ferraille, seront recyclés.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Impact lié au bruit

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'environnement bâti. 8 points de mesure ont été implantés près des habitations riveraines afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par un bureau d'études expert, à l'aide du logiciel AcouS PROPA, en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines. L'étude conclut que le parc éolien respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et les niveaux sonores maximums admissibles :

1. de jour, indépendamment du régime de vents ;
2. de nuit, sous réserve de la mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage, partiel ou complet, de certaines machines sous certaines conditions de vent.

Le demandeur s'engage à :

- mettre en place un bridage de son installation la nuit, lorsque les conditions de vents l'imposent, afin de réduire son impact acoustique et la rendre compatible avec les seuils réglementaires ;
- réaliser des mesures acoustiques à la réception du parc afin de vérifier l'efficacité du bridage ;
- modifier les conditions de bridage de l'installation dans l'hypothèse où les mesures effectuées à réception du parc l'imposeraient.

Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. La distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations (750 mètres) permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

Impact lié aux effets d'ombres portées

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est situé à moins de 250 mètres du parc : aucune étude spécifique n'est imposée par la réglementation.

Impact sur le paysage et sur le patrimoine

Les éoliennes sont implantées en partie Sud de la commune de Réclainville dans un paysage caractérisé par des champs agricoles et à proximité immédiate des parcs éoliens de Réclainville, de Louville-la-Chenard, de Louville 1 et de la ferme éolienne des Bruyères.

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à un bureau d'études expert. Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à arbitrer entre 3 configurations de positionnement des aérogénérateurs. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base d'un bilan des impacts les raisons pour lesquelles les scénarii d'implantation et de configuration ont été évincés.

Au sein de l'aire d'étude, l'étude d'impact recense environ 70 monuments historiques et sites remarquables classés ou inscrits. Les principaux enjeux en matière de paysage et patrimoine identifiés dans l'étude concernent :

- les Moulins à vent d'Ouarville (situé à environ 1 km de la zone d'implantation potentielle) et de Chesnay à Moutiers-en-Beauce (environ 3,5 km), l'Eglise de Santeuil (environ 5 km) et le Château de Denonville (environ 6,5 km) ;
- 1 site classé : le parc du Château d'Houville la Branche (environ 14 km),
- la Cathédrale de Chartres qui se trouve à environ 23 km de l'éolienne la plus proche,
- 2 enjeux identifiés dans le SRCAE et présents dans l'aire d'étude : Tour-donjon d'Auneau (environ 13 km), Château de Sours (environ 14 km)
- des lieux de vie situés à proximité du parc.

Concernant les monuments étudiés, seul le moulin à vent d'Ouarville est concerné par une covisibilité avec le projet depuis la RD 334 sur une distance de 250 m générant un impact qualifié de moyen. L'étude estime que les autres monuments ne sont pas ou faiblement concernés par un impact dû au projet. En particulier, l'étude n'identifie que des impacts très réduits en terme de covisibilité du projet avec la Cathédrale de Chartres.

Concernant les effets d'écrasement et de perception 3D, une étude complémentaire réalisée en avril 2016 conclut à l'absence d'effet du projet sur les lieux de vie les plus proches, du fait d'une part par la présence des autres parcs existants et d'autre part par la distance du projet avec certains hameaux ce qui en limite l'effet.

Impact sur la faune et la flore

Le site se situe en Zone de Protection Spéciale pour les oiseaux « Beauce et vallée de la Conie ». Aucune autre zone de protection ne se situe dans le périmètre du projet. La première zone Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II « Pelouse d'Ymonville » se situe à 4,2 km et la première ZNIEFF de type I « Vallée de la Voise et de l'Aunay » est située à 6,2 km. L'étude d'incidence sur la zone Natura 2000 indique l'absence d'effet pour les oiseaux recensés vis-à-vis de l'éolien.

L'étude en matière d'impact sur la faune et la flore a été menée par le cabinet spécialisé à l'occasion de différentes sorties réalisées en 2014 afin d'étudier la présence d'espèces. Le projet se situant dans une zone de grande plaine destinée à un usage agricole, l'étude conclut à l'absence d'incidence du projet sur la flore. L'impact du projet sur les espèces susceptibles d'être présentes durant les phases d'hivernage et de migration pré-nuptiale (notamment le pluvier doré, le busard et le vanneau huppé) est donc jugé non significatif. L'étude considère que l'impact du projet est faible concernant les espèces présentes en période de nidification (le Busard Saint Martin et l'Oedicnème criard) ou en période post nuptiale (le faucon émerillon ou le pluvier doré). S'agissant des chauves-souris, le site n'étant pas proche de leur habitat, le projet présente un intérêt quasi nul sur ces espèces. Néanmoins, des mesures d'évitement seront mises en œuvre notamment le commencement de travaux en dehors des périodes de reproduction (1^{er} mars au 31 juillet inclus). Les travaux feront également l'objet d'un suivi ornithologique de la mortalité.

3.2 Risques liés au projet

Au regard de l'étude de dangers, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et sont adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément aux arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 06 novembre 2014 permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

3.3 Conditions de remise en état

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoit que :

– Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.

– Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :

1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
 - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
 - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

– Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières avant la mise en service industrielle de l'installation. Le montant initial de ces garanties financières est calculé, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

3.4 Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par les arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 visés au chapitre 1.5 du présent rapport. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société BEAUCE ENERGIE.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions suivantes relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances :

- Articles 2 et 3 – La mention des coordonnées Lambert 93 des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant la maîtrise des risques et des nuisances de l'installation notamment vis-à-vis des riverains les plus proches du projet ;

- Article 6 – la constitution de garanties financières, par la production de l'acte de cautionnement, exigible par l'article R.516-1 du code de l'environnement à la date de mise en service du parc. Le montant est défini avec la valeur de l'indice TP 01 disponible au moment du calcul du montant de ces garanties ;
- Article 7 – La détermination des dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Article 8 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit dans les 3 mois qui suivent la mise en service du parc afin de respecter les niveaux de bruit et émergences exigibles ;
- Article 9 – La définition des mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger la faune et l'avifaune. Pour cela, il est demandé que les travaux de construction/déconstruction soient réalisés en dehors des périodes de nidification des chiroptères et de l'avifaune, notamment les chauves souris, le Busard Saint Martin et l'Oedicnème criard, période allant du 1^{er} mars au 31 juillet inclus. Par ailleurs, le suivi de la mortalité des oiseaux devra faire l'objet d'une surveillance 2 fois par mois entre avril et juillet inclus. Celui des chauves-souris sera étendu à la période d'août et septembre avec la même périodicité de passage ;
- Article 11 – Synchronisation du balisage des aérogénérateurs entre eux et avec les parcs voisins de Réclainville et de Louville-la-Chenard ;
- Article 12 – La mise en œuvre des mesures compensatoires pour limiter les effets visuels, par la mise en place d'une haie végétale de 435 m réparti sur Réclainville 130 m, Louville-la-Chenard 55 m, Epincy 90 m, Villeneuve Languedoc 30 m, Moutiers-en-Beauce 130 m ;
- Article 13 – L'indication de l'usage futur des terrains au terme de l'exploitation du parc éolien et les conditions de remise en état.

5. Avis de l'inspection

La société SAS BEAUCE ÉNERGIE a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de 8 aérogénérateurs et deux postes de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

L'inspection des installations classées constate que les mesures de réduction d'impact et d'accompagnement sur lesquelles s'est engagée la société SAS BEAUCE ÉNERGIE, en phase travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien, sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères et que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de la mise en place d'un plan de fonctionnement réduit, destiné à brider l'installation en période nocturne sous certaines conditions de vent.

L'article L.512-1 du code de l'environnement indique que « [...] l'autorisation [d'exploiter une installation classée pour l'environnement] ne peut être accordée que si [l]es dangers ou inconvénients [pour les intérêts visés à l'article L.511-1] peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral [...] ». Parmi les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement figurent notamment la sécurité publique.

Dans son avis du 18 avril 2016, transmis par la Direction Départementale des territoires d'Eure-et-Loir, la Direction de la Circulation Aérienne Militaire du Ministère de la Défense indique que le projet objet de la présente demande se situe dans un espace permanent (VOLTAC GIH) dédié à l'entraînement des équipages d'hélicoptères au vol à très basse altitude de jour comme de nuit à une hauteur inférieure à 150 mètres et en particulier au vol tactique à une hauteur inférieure à 50 mètres. Elle précise ainsi que l'implantation des éoliennes numérotées 1 à 4 et 7 à 8 serait de nature à induire une contrainte supplémentaire préjudiciable, à la sécurité des vols et à la réalisation de ces missions. La Direction de la Circulation Aérienne Militaire ne donne ainsi pas son accord à l'implantation des éoliennes numérotées E1 à E4 et E8. Toutefois, l'implantation des éoliennes numérotées 5 et 6 étant prévue au sein d'un périmètre déjà rendu inutilisable du fait de la présence d'un parc existant, la Direction de la Circulation Aérienne Militaire donne son accord à la réalisation de ces deux éoliennes.

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement impose au pétitionnaire de respecter une distance de 300 mètres entre la base de chacun des aérogénérateurs projetées et les installations classées pour la protection de l'environnement soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'implantation de l'éolienne numérotée 7 ne respecte pas la distance d'éloignement réglementaire de 300 mètres par rapport au site de Logi Industrie. L'éolienne E7 ne pourra donc pas faire l'objet d'une autorisation.

L'inspection des installations classées émet ainsi un avis défavorable à l'implantation des éoliennes E1 à E4 et E7 et E8 motivé par les dangers pour la sécurité publique qu'engendrerait l'implantation de ces éoliennes et le non-respect de la distance réglementaire mentionnée à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié précité pour l'éolienne E7.

Concernant les éoliennes identifiées E5 et E6, le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique. L'enquête publique ne met pas en évidence ni une mobilisation ni une opposition marquée au projet. Les principales observations ont été prises en compte dans les réponses apportées par le pétitionnaire.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation, notamment en ce qui concerne :

- l'impact sonore :
 - la mise en place d'un plan de bridage de fonctionnement intégrant un bridage de certains aérogénérateurs sous certaines conditions de vent en période nocturne ;
 - la réalisation de mesures acoustiques après la mise en service des installations ;
- l'impact sur l'avifaune et les chiroptères avec une période d'exclusion pour la réalisation des travaux de construction/déconstruction (période de nidification de l'avifaune et des chiroptères) ;
- l'impact visuel avec la plantation d'une haie végétale au niveau des lieux de vie les plus proches.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère, pour les seules éoliennes identifiées E5 et E6, que le demandeur a pris convenablement en compte les enjeux et a prévu les mesures préventives et compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts de son installation, et d'en maîtriser les conséquences.

4. Conclusions et propositions de l'inspection

Au vu des éléments fournis par la SAS BEAUCE ÉNERGIE dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés par la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportés par le pétitionnaire,

considérant :

- qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code engendrés par l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que la sécurité publique fait partie des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- que le projet est situé au sein d'un espace permanent (VOLTAC GIH) dédié à l'entraînement des équipages d'hélicoptères au vol à très basse altitude de jour comme de nuit à une hauteur inférieure à 150 mètres et en particulier au vol tactique à une hauteur inférieure à 50 mètres ;
- que l'implantation des éoliennes identifiées E1 à E4 et E7 et E8 est de nature à induire une contrainte supplémentaire préjudiciable à la sécurité des vols, et ainsi à la sécurité publique ;
- qu'en conséquence, la Direction de la Circulation Aérienne Militaire ne donne pas son accord à l'implantation des éoliennes E1 à E4 et E7 et E8 ;
- que la commune de Réclainville fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n°3 intitulée « Grande Beaucel » du Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional Air Énergie Climat de la Région Centre approuvé par arrêté du 28 août 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes identifiées E5 et E6 prend en compte les enjeux locaux ;
- que le respect des dispositions de fonctionnement imposées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement permet de réduire les risques et les nuisances de l'installation projetée ;
- que les prescriptions de l'arrêté sus-visé méritent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions du public et des services de l'État, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que la configuration retenue pour l'implantation des éoliennes E5 et E6, au sein du bassin éolien existant formé par les parcs de Réclainville, de Louville 1 de Louville-la-Chenard et de la Ferme Éolienne des Bruyères, permet d'éviter le mitage du territoire, contribuant à la densification des aérogénérateurs dans le secteur d'implantation, et de limiter l'impact paysager ;
- que les mesures de compensation proposées par la société BEAUCE ENERGIE concernant l'impact visuel du projet sur le paysage et le patrimoine permettent de rendre cet impact acceptable ;
- que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société SAS BEAUCE ÉNERGIE s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien, sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de mettre en place un plan de fonctionnement destiné à brider certains aérogénérateurs sous certaines conditions de vent en période nocturne ;
- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en service du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;
- qu'une synchronisation des balisages des parcs éoliens du secteur d'implantation est à rechercher ;

- que des mesures spécifiques liées aux risques de l'installation sont à prescrire ;

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société BEAUCE ENERGIE concernant 2 éoliennes (E5 et E6) du projet du parc éolien Les Epinettes sur le territoire de la commune de Réclainville.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir d'autoriser partiellement l'activité prévue par le demandeur à l'implantation des seules éoliennes identifiées E5 et E6, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, et de refuser l'autorisation d'exploiter sollicitée par le demandeur concernant les éoliennes identifiées E1 et E4 et E8.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation "Sites et Paysages".